
L'ESPAGNE,
de la guerre d'indépendance à la guerre civile

La nation éclatée

Emile Témime

Dans cette longue période, qui s'étend des premières années du XIXe siècle à la Deuxième guerre mondiale, et où triomphe en Europe le modèle de l'Etat-Nation, rêvé par le Despotisme éclairé et mis en forme par la monarchie napoléonienne, où s'affirment d'une même voix des gouvernements centralisateurs et des nationalismes agressifs, l'Espagne présente assurément des traits originaux. Les mouvements insurrectionnels, les soulèvements convulsifs qui agitent le pays semblent, par certains aspects, à contre-courant de ce qui se passe dans les pays voisins. En Italie, l'action révolutionnaire se donne d'abord pour but la réalisation de l'Unité Nationale, qui se construit autour d'une dynastie conquérante et d'une capitale-symbole. En France, les changements successifs de régime politique et les affrontements sociaux n'affectent en aucune manière l'évolution vers un centralisme accepté ou imposé.

Rien de tel en Espagne. Ce pays, unifié depuis la fin du XVe siècle autour de l'institution monarchique, cet Etat, appuyé sur une administration forte en apparence, et sur une armée qui lui a permis de conquérir un immense empire, apparaissent, au fil du temps, d'une étonnante fragilité. Qu'une violente secousse vienne remettre en cause le régime ou les hommes qui l'incarnent, et l'on assiste à un véritable éclatement du monde ibérique, à un écroulement total du système politique. Tout se passe comme si la disparition d'une autorité reconnue libérait brutalement des forces incontrôlées et remettait en question non seulement les structures officielles, mais le principe même de l'Etat.

Certes, l'Histoire ne se répète pas; les causes des soulèvements et des prises de pouvoir ne sont pas nécessairement de même nature selon les

époques; les modalités de l'action politique changent de génération en génération: en 1808, c'est une intervention étrangère qui détermine l'effacement momentané de l'autorité traditionnelle; l'insurrection généralisée contre les Français se pare des couleurs nationales et se réclame, face à un "usurpateur" imposé par l'occupant, de la fidélité à la dynastie des Bourbons. Si le mouvement de résistance, dans sa spontanéité, apparaît sporadique et dispersé, cela est dû, dans une très large mesure, à la défaillance des autorités "légales" (Conseil de Castille, capitaines généraux dans les provinces), qui auraient pu incarner, en l'absence du souverain "légitime" (Ferdinand), la continuité du pouvoir¹. Si les bandes qui sont l'expression armée la plus remarquable de cette résistance prennent une grande importance, c'est assurément en raison de l'incapacité des militaires de métier à faire face aux troupes napoléoniennes². Pour le reste, le discours se pare des mêmes couleurs, utilise les mêmes mots, indépendance nationale, loyalisme envers la couronne et le roi captif, combat au nom de valeurs universelles, et surtout, il conviendra d'y revenir, des valeurs religieuses... Tout cela doit être soigneusement décrypté. Les mots sont identiques certes, mais ils ne recouvrent pas toujours les mêmes réalités, ni les mêmes revendications. Les antagonismes apparaîtront très vite dans l'Espagne apparemment réunifiée en 1814 sous l'autorité de Ferdinand VII.³

Vient le moment, à la mort de Ferdinand, en 1833, où s'installe dans la Péninsule un nouveau pouvoir, fragile et contesté: fragile, parce qu'il s'agit d'une Régence, au nom de la future reine Isabelle, et que l'on assistera dès lors à de vives compétitions entre les différentes factions politiques; contesté en particulier par le frère de Ferdinand, Carlos, qui se proclame seul héritier légitime de la couronne espagnole. L'insurrection carliste, qui se propage dans tout le pays au point d'ébranler les gouvernements "libéraux" qui se succèdent à Madrid, ne prend pas partout les mêmes formes, et ne revêt pas en tous lieux la même importance. Bien qu'elle affirme défendre des valeurs "éminemment espagnoles" (fidélité au souverain légitime, à l'Eglise catholique), elle ne recrute durablement que dans quelques régions, dans les provinces basques, en Catalogne essentiellement, au point que son programme semble s'identifier à des revendications régionalistes; il remet en cause le centralisme des Libéraux de tout poil et, par voie de conséquence, une certaine idée de l'unité nationale, assez proche des conceptions françaises.

La monarchie d'Isabelle, contestée dès sa naissance, durera pourtant trente-cinq ans. Elle s'écroule en 1868 dans l'indifférence générale face à une coalition parfaitement hétéroclite, incapable de s'entendre sur le régime dont il convient de doter l'Espagne.⁴ La Première République, proclamée après des années d'hésitations, doit faire face à des soulèvements locaux, les uns hérités du carlisme, les autres prônant un système fédéral allant jusqu'à l'extrême. La révolte "cantonaliste", suite logique de ces revendications, sera finalement écrasée, mais l'Etat républicain ne lui survivra guère. Et la restauration de la monarchie semble remettre l'Espagne dans la voie de la centralisation et de l'unité nationale. Réalité du pouvoir ou simple apparence?

Le nouveau régime, à vrai dire, est contraint de composer sans cesse,

pour survivre et pour imposer ses volontés, avec les caciques, véritables détenteurs du pouvoir local.⁵ Le système électoral entretient une parodie de démocratie. Les groupes politiques se partagent les ministères. Les revendications régionalistes prennent alors de l'ampleur, d'autant plus sans doute que les libertés locales se sentent menacées. Les forces d'opposition se réveillent et remettent en cause la légitimité du gouvernement. En vain, la dictature établie dans les années 1920 par Primo de Rivera essaie-t-elle d'imposer son autorité et d'affaiblir les mouvements autonomistes. En vain, la Deuxième République, établie en 1931, essaie-t-elle de composer avec eux, tout en maintenant une apparence d'unité nationale.⁶ Pris entre les mouvements révolutionnaires socialistes et, surtout, anarchistes, et les partis de droite qui s'appuient sur l'Eglise et sur l'armée, et se réclament désormais de l'unité nationale, l'Etat républicain est emporté en juillet 1936 dans les violences de la Guerre Civile.

Pendant plusieurs mois, toute autorité "légale" a, de fait, disparu dans la zone "républicaine"⁷. A près d'un siècle et demi d'intervalle, l'Espagne semble revivre une explosion politique, doublée cette fois d'une révolution sociale. A l'implantation de pouvoirs locaux, parfois à l'échelle du village, s'ajoute pendant quelques mois la remise en cause de la propriété, la "collectivisation" des moyens de production, et, bien souvent, des moyens de consommation.

On est ainsi passé de l'affirmation quasi spontanée des pouvoirs locaux, à la revendication autonomiste et cantonaliste, et enfin à l'installation de collectivités locales toutes puissantes, qui légifèrent à leur gré et exercent souverainement les pouvoirs de justice et de police sur le mince territoire soumis à leur contrôle. On se trouve devant une situation anarchique, au sens propre du terme.

Les revendications sociales et politiques se sont donc largement modifiées au fil des années; mais on est frappé par un certain nombre de similitudes, par une répétitivité qui se traduit jusque dans le vocabulaire employé et les méthodes utilisées. A commencer par la création des *juntas* locales ou régionales, expression plus ou moins spontanée, plus ou moins représentative d'une volonté populaire; assemblées qui revendiquent ou s'attribuent tout ou partie du pouvoir, en se substituant à l'autorité légale, voire en la faisant disparaître, à supposer que celle-ci conserve encore une existence formelle.

Le modèle nous en est donné en 1808, quand, sous prétexte de résister au coup de force napoléonien, se mettent en place des assemblées formées dans un cadre géographiquement ou historiquement défini, Asturies ou Galice, Catalogne ou pays valencien, provinces de Madrid ou de Seville, Leon ou Castille... Composées de personnalités locales souvent issues des "classes medias", ces *juntas* n'ont d'autre légitimité que celle qu'elles se donnent ou celle qui peut naître d'un apparent consensus populaire. Elles sont parfois créées sous la pression de la foule. Et pourtant elles exercent une véritable autorité, la seule qui compte en vérité dans une Espagne profondément divisée. Au point que la "*junta Central*" constituée à Aranjuez, puis transférée à Seville, apparaît comme l'émanation de ces organismes locaux. Le pouvoir vient d'en bas...

D'une crise politique à l'autre surgissent ainsi, au cours du XIXe siècle,

des *juntas* autoproclamées qui ont pour caractère commun, quelle que soit leur couleur politique, la contestation du gouvernement "en place", et pour justification la défense de la liberté ou "des libertés". Dans tous les cas, il s'agit d'un contre-pouvoir qui s'affirme face à un Etat considéré comme nécessairement oppressif. Les *juntas* de Catalogne et d'Aragon, qui se dressent en 1822 contre le régime du "*trienio liberal*"⁸ annoncent déjà les *juntas* carlistes des années 1830 et 1870. Tout en soutenant ouvertement le souverain "légitime", elles revendiquent le maintien ou le rétablissement des libertés ou des privilèges traditionnels contre la "centralisation suffocante du libéralisme".⁹ Entendons bien qu'il ne s'agit pas de briser l'unité de la Nation. Le maintien du principe monarchique est le symbole et le garant de cette unité. Mais la royauté doit laisser absolument sa liberté à chaque province, et cela est revendiqué haut et fort.

En définitive, l'idéal carliste n'est "ni plus, ni moins que l'ancien système foral". La *junta*, expression de la volonté populaire, doit veiller au respect des "privilèges" et des lois qui régissent la province "depuis des siècles", au besoin en se dressant contre un gouvernement qui les remettrait en cause. N'est-ce pas là une tradition ancienne? Ne fait-on point référence au mouvement des "*comunidades*" brisé au XVIe siècle par Charles-Quint¹⁰? Comme si, de tout temps il avait été légitime de se rebeller contre l'autorité suprême, dès lors qu'elle entend imposer sa volonté et uniformiser l'administration du pays.

Au reste, cette attitude n'est pas propre aux partisans de Don Carlos. Toutes les *juntas* révolutionnaires de 1868 (y compris celle de Madrid) réclament la décentralisation. Tandis que l'insurrection carliste renaît dans le Pays basque, la Navarre et la Catalogne, les villes du Levant et de l'Andalousie, Seville, Cadix, Grenade, Valence, Carthagène s'érigent en cantons indépendants. En certains points, la révolte se radicalise avec l'entrée en scène (déjà!) de groupes anarchistes¹¹. C'est le principe, l'existence même de l'appareil d'Etat qui est ici mis en cause... N'étant pas réellement représentatif, même quand il s'en donne l'apparence, il ne peut intervenir dans les affaires des provinces ou même des communes que par un véritable abus de pouvoir. Les problèmes de la Catalogne sont du ressort de la Catalogne. Ceux du Pays basque doivent être résolus par les Basques, au Pays basque et nulle part ailleurs¹². L'Etat, et tout particulièrement l'Etat libéral, n'est en tout état de cause qu'un élément étranger qui ne doit pas, et ne peut pas imposer sa volonté¹³.

En un sens, "l'éclatement révolutionnaire" de l'Espagne en 1936 n'est qu'une forme extrême du mouvement de décomposition de l'Etat, incapable, en dépit de toutes les mesures centralisatrices prises au cours du XIXe siècle, de convaincre et d'imposer son autorité à l'ensemble de la population. Et l'on retrouve, par-delà les années, d'étonnants points de comparaison avec la période de la Guerre d'Indépendance. Même effondrement des structures politiques et administratives traditionnelles, armée, police, justice... Même soulèvement spontané, dont il conviendrait d'analyser de façon plus détaillée les formes originales. Même autoproclamation de *juntas* ou de comités établissant un pouvoir local à l'échelle de la région, de la ville ou du village, "*décidant souverainement*

des problèmes immédiats comme le maintien de l'ordre ou le contrôle des prix"¹⁴, mais aussi légiférant à son échelon, et s'assurant des conquêtes révolutionnaires (il faut évidemment mettre à part les provinces basques, où l'effacement de l'Etat républicain permet certes l'établissement d'un pouvoir quasi indépendant, mais qui n'a rien de spécifiquement révolutionnaire). Même apparition enfin, en certains endroits, d'un pouvoir directement issu des comités, qui tire sa légitimité du mouvement révolutionnaire, et non d'une élection véritable, et dont l'exemple le plus remarquable sera le "Comité Central des Milices de Catalogne", aux compétences quasi illimitées.

Jusqu'à quel point peut-on parler, dans ces moments exceptionnels de l'histoire espagnole, d'un "double pouvoir"¹⁵? Des Cortès peuvent se réunir et légiférer en 1812 au nom du souverain "empêché". Dans quelle mesure peuvent-elles prétendre faire appliquer leurs décisions avant la fin de la guerre contre les Français et le retour du Roi? Même s'il n'y a pas conflit ouvert entre l'Assemblée de Cadix et les pouvoirs locaux, il est clair que la réalité du pouvoir échappe aux Cortès dans la majeure partie de la Péninsule. De la même manière, l'Etat républicain de 1936 n'existe plus après l'insurrection populaire que dans la mesure où il s'efface ou se contente d'entériner des mesures qui lui sont imposées par les Comités.¹⁶ Comment ne pas rappeler ici les déclarations du président de la Généralité de Catalogne, seul détenteur officiel du pouvoir légal, s'adressant, le 21 juillet, aux insurgés en armes: "*Vous avez vaincu, et tout est en votre pouvoir. Si vous ne voulez pas de moi comme président, dites-le, et je deviendrai un soldat (parmi les autres)*". Il s'agit donc ici d'un véritable transfert d'autorité. De quelles forces disposerait alors le gouvernement pour s'imposer? En temps de guerre, le pouvoir réel appartient à ceux qui ont les moyens et la volonté de se battre; et il se trouve que, dans l'Espagne en lutte contre les Français en 1808 comme dans l'Espagne républicaine de 1936, les organisations militaires locales, souvent improvisées, les milices urbaines et les "guerrillas", vont devenir un instrument indispensable de la résistance.

Dans l'Ancien Régime, on opposait à l'armée régulière, bien encadrée, mais trop faible pour s'opposer à l'avance des troupes françaises, les milices levées dans chaque province, soldats d'occasion, ayant leurs propres chefs, et disposant d'un armement fourni par l'Etat.¹⁷ Le même terme a été employé pour désigner les hommes en armes qui constituent le principal noyau de résistance dans les principales villes de province. Mais, très vite, devant la supériorité de l'armée napoléonienne, on recourt à une autre forme de combat. Dans un pays au relief tourmenté, où les communications sont rendues difficiles par l'absence ou le mauvais entretien du réseau routier, s'organisent spontanément des groupes armés, généralement de faibles effectifs (200 ou 300 hommes, quelquefois moins), formés parfois de soldats entraînés¹⁸, le plus souvent de paysans vivant sur le pays, se dérobaient devant des forces supérieures en nombre, se dispersant pour reparaitre quelque temps plus tard. Ces bandes armées, *partidas* ou *cuadrillas*, constituées dans chaque province, mènent isolément une guerre d'embuscades, sous la direction de chefs locaux, parfois des officiers, parfois des *caudillos* improvisés, qui s'imposent par

leur personnalité, comme l'Empecinado¹⁹ ou le curé Merino. Il va de soi que l'existence de ces *partidas* est liée aux nécessités du moment, et que leur présence constitue un obstacle à l'ordre public; dès 1814, Ferdinand VII s'empressera d'en prononcer la dissolution.

Le terme de milice sera désormais utilisé pour qualifier toute force spontanée composée de volontaires, qui se reformera pratiquement à chaque mouvement populaire, par opposition à l'armée régulière. La tradition des *partidas* ne réapparaît cependant de façon évidente que dans les mouvements insurrectionnels dirigés contre le gouvernement libéral en 1822, et surtout à l'époque des guerres carlistes, dans les régions du Maestrazgo, dans les provinces basques et dans certaines parties de la Catalogne, où les bandes armées se maintiennent, alors que l'armée du prétendant a repassé la frontière française. On retrouve alors cette résistance locale, soutenue par des combattants d'occasion, pratiquant une guerre d'embuscades, qui rappelle irrésistiblement la Vendée de l'époque révolutionnaire, sous la direction de chefs improvisés, parfois des officiers de métier, parfois des membres du clergé, dont le plus célèbre reste le curé Santa Cruz, qui exerce dans le pays une véritable terreur dans les années 1870.

Le gouvernement de la Restauration, s'il n'exerce souvent qu'une autorité chancelante, a cependant maintenu la paix en Espagne pendant plusieurs décennies. La rébellion militaire de 1936 et le mouvement révolutionnaire vont brusquement redonner vie aux milices insurrectionnelles. Spontanément les ouvriers et les paysans se soulèvent, prennent les armes, s'organisent sous la direction de chefs venus de la base, militants politiques ou syndicalistes, comme le charpentier communiste Modesto, ancien caporal de la Légion ou le mineur socialiste Otero²⁰ (entre beaucoup d'autres). Le rôle de ces milices est double. Sur un plan local, elles exercent des pouvoirs de police. Mais elles doivent aussi former la base de l'armée populaire, qui va essayer de s'opposer aux forces très disciplinées qui leur font face. C'est alors que s'organisent des colonnes armées, dont la cohérence est certainement discutable; elles sont à la fois l'expression d'un recrutement local et d'une dominante politique. La "colonne fantôme", formée à Valence, est à dominante socialiste; la "colonne de fer", également valencienne, est dominée par les anarchistes. La forte personnalité de Durruti, militant et héros de l'anarchisme, a marqué la création de la "colonne" formée à Barcelone, et qui portera son nom. Souvent, les chefs politiques, mal préparés au combat, se sont adjoint des militaires de métier à titre de "techniciens"²¹. Les nécessités de la guerre vont amener les uns et les autres à accepter une relative discipline et la reconstitution d'une armée, dont les composantes essentielles viendront toujours des milices. Mais, par-delà les différences d'origine et les divergences politiques, souvent durables, ces miliciens sont animés par une volonté commune, qu'il convient de souligner pour comprendre le comportement des hommes, qu'il ne faut assurément pas réduire aux atrocités de la guerrilla, aux violences de la guerre civile, ni même à la défense des intérêts locaux.

Il serait en effet parfaitement inexact de présenter les mouvements de réaction anti-étatique comme une simple conséquence de la

décomposition de tel ou tel régime, et de la disparition du gouvernement. Dans tous les cas, les pouvoirs qui se forment à la faveur de cet éclatement de l'Etat national, dont nous avons souligné la fragilité et la médiocrité, invoquent, pour justifier leur action, la défense d'un idéal, qui dépasse de loin les revendications matérielles et le pouvoir local. Le respect que suscitent les *fueros* aux Basques et aux Catalans est celui que "suscitent des coutumes sanctifiées par leur validité immémoriale" et par la tradition. Ils ne sauraient être remis en question parce que, dans une certaine mesure, ils sont "la loi de Dieu". La défense de la religion dans ce qu'elle a d'universel, la croisade pour la vraie foi priment toute autre considération. Dans la devise carliste, *Dios, la Patria, El Rey*, Dieu est "premier servi". Entendons bien qu'il s'agit de fidélité à des valeurs religieuses et non au clergé. Quel que soit le respect qu'inspirent les prêtres (parce qu'ils portent la parole de Dieu), et le rôle qu'ont joué certains d'entre eux à la tête des *partidas*, il ne faudrait pas leur accorder une place démesurée dans la vie politique locale. Ils sont même en principe inéligibles dans les assemblées des provinces basques, selon les textes mêmes des *fueros*.²²

Par contre fuérisme et religion se mêlent étroitement, et on ne saurait en aucun cas les dissocier. Les vertus pour lesquelles se battent les partisans carlistes comme ceux de la Guerre d'Indépendance, ne sont pas minces. En défendant leur terre, ils se battent pour Dieu, pour la liberté et pour leur honneur. Il arrive même à certains d'entre eux de parler d'une société nouvelle et égalitaire, ce qui supposerait l'établissement d'un ordre social nouveau.²³

C'est évidemment de révolution sociale qu'il faut parler à propos des insurrections locales et des collectivisations de 1936. Mais c'est d'abord le "combat pour la Liberté" qui regroupe ces millions d'hommes et de femmes qui ont pris les armes spontanément, dans le désordre le plus total, avec les fortunes diverses que l'on sait. Ce n'est pas un hasard si ces mouvements locaux, ces soulèvements de villages, avec leur cortège de violences parfois difficilement supportables, se transforment, par-delà les frontières en un combat généreux pour l'homme et pour la liberté. Le cosmopolitisme révolutionnaire permet de dépasser l'idée de Nation. En ce sens, les explosions brutales qui accompagnent dans l'Espagne du XIXe siècle (et, bien-sûr, celle de 36) l'effacement toujours provisoire de l'Etat, sont révélatrices d'une permanence du caractère espagnol; les revendications autonomistes ont survécu à quarante années de Franquisme et même les violences absurdes de l'ETA peuvent être considérées comme un prolongement de ces très anciennes résistances. Mais les valeurs dont se réclament ces revendications souvent irritantes ont, dans la mesure où elles ne se résolvent pas en des revendications étroitement nationalistes, un caractère universel, qu'il ne faudrait pas oublier.

Emile Témime

¹ Les “élites” politiques espagnoles se sont divisées. Une partie non négligeable d'entre elles s'est ralliée, dans un premier temps, à Joseph Bonaparte, ou a adopté une attitude de neutralité.

² Les succès militaires des troupes espagnoles, à Bailen notamment, sont sans lendemain. L'armée régulière ne peut pas grand chose contre l'armée française, qui s'épuisera à lutter contre la résistance populaire.

³ Sur le principe de la sauvegarde de l'unité nationale et du rétablissement d'une autorité centralisée, libéraux et partisans de l'absolutisme ferdinandien sont au fond d'accord.

⁴ Rivalités individuelles pour l'essentiel devant la vacuité du pouvoir central. Il est remarquable de constater que les maîtres du pouvoir cherchent, au moins dans un premier temps, à sauvegarder l'institution monarchique, symbole vivant et unique de la continuité de l'Etat.

⁵ Le système caciquiste fait reposer la réalité du pouvoir politique sur un certain nombre de personnalités influentes. On peut se reporter sur ce point à l'ouvrage fondamental de Joaquín Costa, *Oligarquía y Caciquismo*.

⁶ D'où le statut d'autonomie accordé à la Catalogne en 1932.

⁷ Il va de soi qu'on ne peut parler de légalité dans la zone contrôlée par l'armée en rébellion contre le gouvernement, mais qui fait naturellement régner l'ordre par la force.

⁸ Il s'agit de mouvements ultra-conservateurs, destinés à aider au rétablissement de l'absolutisme. Mais il est remarquable qu'ils se produisent dans ces régions qui seront le foyer du carlisme et le centre des résistances les plus vivaces au pouvoir central.

⁹ A. Aparisi Guijarro, in *El Rey de España*, p.16, cité par Victor Garmendia dans son ouvrage sur *L'idéologie carliste*.

¹⁰ Mais ce sont surtout les fédéralistes, et notamment les cantonalistes qui évoquent le mouvement des *Comuneros* et la défense traditionnelle en Espagne des libertés locales contre la monarchie, si nécessaire. Selon Victor Garmendia, “il est le symbole de la liberté et de l'indépendance municipale face aux tenants du centralisme”...

¹¹ D'après Murray Bookchin, *Los anarquistas españoles - Los años heroicos*, Grijalbo, 1980, p.128, “anarchistes et cantonalistes combattirent ensemble, sur les mêmes barricades, en juillet 1873, et participèrent aux mêmes juntas révolutionnaires dans les villes et dans les villages”...

¹² Nous ne faisons évidemment que reprendre ici le langage des autonomistes. L'idée est d'ailleurs clairement avancée que

la province “doit être dirigée et administrée par des gens natifs” (de cette province). “C'est ainsi (nous citons Victor Garmendia) que les carlistes de l'Alava décident le 25 novembre 1874 que tous les employés de la diputacion doivent être obligatoirement alavais.” Un exemple parmi d'autres...

¹³ Victor Garmendia cite à ce propos un poème de 1868, tout à fait révélateur de cet état d'esprit : “La foi de Dieu est robuste chez les Basques. Nous l'avons toujours maintenue ainsi que nos lois et nos coutumes. Des mécréants voulaient nous l'enlever mais les Basques n'ont point courbé la tête. Dans nos pays, les étrangers n'y sont point parvenus”...

¹⁴ On se reportera à l'abondante littérature sur les collectivités révolutionnaires, que nous avons en partie utilisée dans *La Révolution et la Guerre d'Espagne*, ainsi qu'à l'ouvrage de Rafael Abella, *La vida cotidiana durante la guerra civil*. Le terme de *junta* est abondamment utilisé à l'époque pour désigner divers organismes qui prennent en charge des responsabilités politiques ou militaires, la plus célèbre de ces *juntas* étant la “*junta de defensa*” de Madrid.

¹⁵ Nous avons nous-mêmes employé cette expression dans notre ouvrage publié aux Editions de Minuit avec Pierre Broué, en 1961, *La Révolution et la Guerre d'Espagne*. Il va de soi que nous cherchions à rendre compte d'une situation globale, dont nous avons essayé par ailleurs d'indiquer la complexité.

¹⁶ De fait, le gouvernement, pour asseoir son autorité, devra légaliser une bonne partie des “conquêtes révolutionnaires” imposées par les comités.

¹⁷ Mais les *milicias honradas* ne sont qu'une force supplétive et relativement peu nombreuse. Le sens des mots a changé après 1808.

¹⁸ Qui poursuivent la résistance sous une forme nouvelle après les premières défaites.

¹⁹ L'*Empecinado*, Juan Martin Diar, est considéré à juste titre comme l'archétype du chef de *partida*.

²⁰ Quelques militaires de métier, mais ils sont vraiment très minoritaires.

²¹ Cf. *La Révolution et la Guerre d'Espagne*, op. cit. Dès les premiers jours, on a constaté en Catalogne même un effort indispensable d'organisation. Le Ve régiment, communiste, rétablit une stricte discipline militaire à la veille de la bataille de Madrid.

²² En Alava, le règlement “*rendait même inéligible celui qui avait été vu en discussion avec un prêtre dans les jours précédant l’élection*” (Cf. Victor Garmendia, op. cit.).

²³ Entendons bien qu'il ne s'agit pas d'une démocratie au sens classique du terme. Dans les provinces basques, en particulier l'élection se fait traditionnellement selon un système censitaire.